



Accord de libre-échange transatlantique

Les demandes de l'industrie pharmaceutique nuisent à la santé et à l'accès aux médicaments

Jeudi 10 avril 2014

L'industrie pharmaceutique est l'un des lobby industriels les plus puissants des deux côtés de l'Atlantique, TAFTA est pour elle l'opportunité de pousser vers une harmonisation des législations américaines et européennes sur la base des règles qui lui sont le plus favorables. La liste des demandes formulées par Big Pharma, que la Commission a promis de mettre sur la table des négociations, fait craindre le pire pour les malades des deux côtés de l'Atlantique, mais aussi pour ceux des pays tiers : extension des monopoles pour retarder l'arrivée de génériques moins chers, casse des réglementations européennes protectrices de la santé publique, retour en arrière sur les récentes avancées européennes sur la transparence des essais cliniques qui garantissent plus de sécurité sanitaire.

La compétition des génériques et les politiques de réglementation publique des prix des médicaments sont essentielles pour réguler les coûts des traitements. Les hauts prix sont l'un des principaux obstacles à l'accès aux soins, les pays les plus touchés par la crise économique ont dû fortement diminuer leurs dépenses en santé. En Grèce, plus de 6 000 enfants vivent aujourd'hui sans avoir été vaccinés.

La Commission européenne a elle-même reconnu en 2008 que l'actuel équilibre entre l'incitation à l'innovation pharmaceutique et la garantie de l'accès aux soins n'est pas effectif. Les firmes abusent le plus souvent des droits de propriété intellectuelle pour ralentir l'arrivée de génériques, et financent des campagnes de dénigrement auprès du public et des professionnels médicaux, ce qui coûte des milliards aux systèmes de santé. Dans les pays qui ne disposent pas des ressources nécessaires à l'instauration d'une sécurité sociale, les brevets empêchent les malades de se soigner.

L'actuel système des brevets comme récompense des investissements de la recherche conduit l'industrie pharmaceutique à prioriser la recherche vers les évolutions mineures et les traitements chroniques. Elle écarte systématiquement la recherche dans le champ des maladies représentant des marchés non solvables : sur les 700 médicaments développés par l'industrie pharmaceutique entre 2001 et 2011, seulement 4% ont été placés sur la liste des médicaments essentiels de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Pour sauvegarder ce modèle fondé sur les monopoles, l'industrie a besoin de restreindre au maximum l'accès aux données en santé et notamment les résultats des essais cliniques, alors même que la non-divulgaration de ces résultats nuit à la santé publique et à l'innovation, ce qui est irresponsable et éthiquement inacceptable.

Plutôt que de questionner le système des brevets et son échec manifeste, l'accord transatlantique risque au contraire de renforcer encore plus le pouvoir des firmes pharma au détriment des systèmes de santé et des malades. Une fois ces régressions scellées dans un accord international, les Parlements et gouvernements nationaux ne pourront plus revenir dessus pour protéger la santé. Au contraire, l'industrie utilisera ce traité pour rehausser les standards internationaux en matière de brevets et renforcer ses monopoles dans les pays qui ne peuvent déjà pas garantir l'accès aux soins de leurs populations.

Il est inacceptable et irresponsable de laisser notre santé dans les mains de hauts fonctionnaires qui pour la plupart ne connaissent même pas les enjeux de santé publique qui se cachent derrière ces questions techniques, comme c'était déjà le cas pour ACTA.

Nous exigeons le rejet des demandes de l'industrie pharmaceutique pour qui les profits valent plus que les vies humaines. Nous exigeons que nos vies soient au coeur des décisions qui les impactent. Nous exigeons la transparence des négociations et la participation de touTEs aux décisions qui nous concernent.